

PHARMACIENS D'OFFICINE

Ce qui va changer

Le pharmacien ne se limitera plus à délivrer des médicaments. Prescription, bilans biologiques, éducation thérapeutique, présence obligatoire dans la pharmacie.... La nouvelle loi sanitaire donne de nouvelles prérogatives au pharmacien d'officine.

Salima Akkouche - Alger - (Le Soir) - Le pharmacien aura une ordonnance de tâches et de responsabilités à remplir dans le cadre de la nouvelle loi sanitaire. La profession évoluera vers d'autres nouvelles missions et services et le pharmacien reprendra son rôle de professionnel de santé qui lui est assigné.

Le ministre de la Santé qui est venu assister hier à la conférence internationale du pharmacien organisée par le Conseil national de l'ordre des pharmaciens a annoncé qu'il donnera dorénavant des autorisations de prescription de médicaments aux pharmaciens dans certaines zones où il n'y a pas de médecin.

En plus de la prescription, le pharmacien dispose aussi du droit de changer un médicament. Boudiaf donnera aussi des autori-

sations aux pharmaciens d'officine pour réaliser des bilans biologiques. A condition que les locaux disposent d'espace leur permettant d'effectuer cette tâche, réservée jusque-là aux laboratoires d'analyses médicales.

Le ministre a aussi rappelé que le pharmacien doit recruter un assistant. «Nous ne tolérerons plus qu'une pharmacie soit gérée par un vendeur, la présence du pharmacien responsable est obligatoire après la promulgation de ce texte», a ordonné Abdelmalek Boudiaf qui a indiqué que son département va former prochainement 283 inspecteurs durant une année pour effectuer des contrôles dans les officines.

Le premier responsable du secteur prévoit aussi un statut pour les vendeurs dans les pharmacies. «Le pharmacien repren-



Le pharmacien dispose aussi du droit de changer un médicament.

dra ses prérogatives mais nous allons imposer sa présence», a-t-il encore rappelé.

Boudiaf qui a rassuré sur la prise en charge du volet de la sécurité des pharmaciens pendant leur garde de nuit a souligné que la liste des gardes doit être dorénavant envoyée au ministère

qui se chargera de la mettre en ligne pour informer le citoyen sur les officines de garde.

Boudiaf s'insurge par ailleurs sur la défaillance dans l'information du secteur. Le ministre qui promet un changement dans le mode de gestion du système a indiqué que son département a initié

une formation au profit des gestionnaires des établissements hospitaliers pour les préparer à accompagner les réformes engagées.

Boudiaf a annoncé également une rencontre internationale fin novembre prochain des pharmaciens hospitaliers. «Nous avons un problème de gestion, nous allons voir les expériences des uns et des autres dans le but d'unifier la gestion à travers l'informatisation que je ne vois toujours pas venir», a-t-il indiqué.

Concernant la griffe retenue par les pharmaciens sur l'inscription systématique des praticiens au tableau des ordres par le simple fait d'être recruté par la Fonction publique, une disposition prévue dans la nouvelle loi sanitaire et qui ne fait pas partie des propositions de la corporation, le ministre promet correction. «Les portes sont toujours ouvertes pour toute autre proposition, nous avons pris acte de ce reproche et nous allons y remédier», a-t-il promis.

S. A.

SÉCURITÉ SOCIALE

L'expérience algérienne mise en exergue

L'expérience algérienne en matière de sécurité sociale a été mise en évidence à l'occasion de la conférence organisée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, avec le Bureau international du travail (BIT).

Une réunion qui a vu la participation de plusieurs responsables d'organismes de sécurité sociale de pays africains, et des experts internationaux dans le domaine.

A ce titre, les cadres centraux du ministère du Travail et des responsables des organismes nationaux de Sécurité sociale et les représentants de certains départements ministériels et organismes nationaux présenteront des communications en relation avec le thème de la rencontre.

La rencontre qui va durer deux jours débattera notamment des questions liées à la protection sociale, l'état des lieux de la protection sociale en Afrique et les attentes et besoins en matière de coopération et de formation, la protection sociale dans le secteur informel et les expériences internationales en matière de protection sociale. Ainsi et en absence du ministre de tutelle, M. Ghazi, retenu par les travaux de la haute commission mixte algéro-tunisienne, c'est son secrétaire général, en l'occurrence M. Khiati, qui a mis en exergue l'expérience algérienne en matière de couverture de sécurité sociale. A ce titre, et concernant l'expérience algérienne en la matière, il dira que celle-ci «constitue un droit constitutionnel». Selon lui, «le système de sécurité sociale algérien assure une large couverture tant en termes de risques que de catégories de population couvertes, et, en plus des travailleurs salariés et non salariés qui jouissent d'une protection sociale la plus large en raison de leurs contributions, d'autres catégories sociales en bénéficient notamment en matière d'assurance maladie sans contribution de leur part. Il s'agit des personnes handicapées,

des malades chroniques, des personnes du 3^e âge sans ressources, des étudiants, etc. dont les contributions sont prises en charge par le budget de l'Etat. L'accès aux soins est garanti à ces catégories de citoyens grâce à la mise en place du système de tiers payant qui dispense ces

personnes de l'avance des frais tant pour les médicaments que pour les actes médicaux».

Il conclut son intervention en déclarant que «la Sécurité sociale en Algérie s'ajoute aux autres mécanismes et systèmes qui forment le système général de protec-

tion sociale dont bénéficie la population algérienne à l'instar des systèmes publics d'éducation, de santé, de solidarité nationale et de protection des catégories particulières à travers des transferts sociaux importants en leur direction».

A. B.

BLIDA ET BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ EN SERONT LES VILLES PILOTES

L'expérience sud-coréenne au service de la gestion des déchets

Le Master Plan constitue le projet bilatéral d'étude réalisée sur les deux villes souches de Blida et de Bordj-Bou-Arréridj concernant la gestion des déchets. Le rapport final spécifie sa faisabilité et son extension au reste des wilayas si volonté de nouer avec le développement durable il y a.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le forum tenu hier à l'hôtel El-Djazaïr consacre la conclusion du Master Plan par les deux délégations algérienne et coréenne. Un programme naît d'une longue coopération bilatérale remontant aux années 1990. D'autres projets ont également ponctué cet échange dont l'aménagement de oued El-Harrach en 2011.

C'est en 2014 que les deux parties ont inauguré le Master Plan ayant pour objectifs le traitement et le tri des déchets pour une valorisation énergétique optimum et une meilleure qualité de vie. Outre la préservation de l'environnement naturel, le projet a également pour effet le développement de l'environnement économique et sociétal.

Optant pour les deux villes, Blida pour le Centre et Bordj-

Bou-Arréridj pour l'Est, pour effectuer l'étude, des résultats tangibles ont ponctué la nécessité et l'urgence de la mise en place d'une politique de gestion des déchets. Effectivement, les projections démographiques dénotent une croissance constante soutenant naturellement celle des déchets ménagers et assimilés.

Par ailleurs, les expériences réalisées au niveau des deux wilayas en matière de collecte, d'estimation du taux de réduction des déchets, taux de recyclage et de tri mécanique, taux de déchets incinérés et enfouis ont démontré certaines difficultés et complications sur le terrain.

La mise en pratique du nouveau système de collecte et de traitement appelé «intégré» demeure complexe. D'une part, on décèle les dépôts sau-



Croissance constante des déchets ménagers.

vages, l'insuffisance du nombre de contenants, l'absence de points de regroupement, l'amalgame des déchets d'activité de soins avec les déchets ménagers et assimilés, le taux de véhicules en panne et vétustes élevé et les employés en sous-effectif.

Des propositions ont été formulées dans le cadre de ce projet par les experts et intervenants pour pallier justement ces manques, lesquels experts disent «espérer» leur concrétisation et «voir» le projet Master Plan dépasser le niveau d'une simple étude. Hormis le problème de

moyens relativement important celui de «la culture» et du non-suivi de l'application des décrets et textes législatifs est plus conséquent.

Les sacs en plastique et les poubelles non triées sont intégralement incorporés dans le quotidien du citoyen algérien. C'est dire que repenser son éducation et le faire adhérer au nouveau système n'est pas une affaire de quelques mois. Une campagne de sensibilisation doit «indispensablement» consolider le projet de Master Plan pour s'aligner sur la voie du développement durable.

N. B.